Grande-Bretagne : une unité gouvernementale opaque de « police de la pensée », créée par un ancien agent du MI6, accusée de vouloir cacher les tensions liées à l'immigration

15/06/2026 à 8h37



Le *Daily Mail* affirme qu'une unité du Home Office britannique, la Research, Information and Communications Unit (RICU), est intervenue après les tensions anti-immigration à Belfast pour conseiller la police sur la communication publique. Créée en 2007 dans le cadre de Prevent par Charles Farr, ancien officier du MI6, cette cellule est chargée d'analyser la propagande extrémiste, selon le Home Office. L'article lui attribue aussi des opérations d'influence médiatique et numérique. Plusieurs critiques citées par le journal dénoncent une structure opaque et politiquement orientée.

Alors que les rues de Belfast étaient en proie aux flammes la semaine dernière lors de manifestations anti-immigration, un

groupe d’espions, de communicants et de militaires déployait en coulisses les « arts obscurs » pour tenter de désamorcer les tensions.

Le nom de l’unité secrète de propagande gouvernementale chargée de manipuler les événements sonne comme celui d’un banal service administratif : la **Research, Information and Communications Unit**, ou **RICU**.

Mais cette appellation terne fait partie du camouflage délibéré d’une structure qui utilise tromperie et manœuvres sournoises pour tenter de gérer les « défis » du multiculturalisme.

Ses techniques vont de la diffusion d’articles dans les médias à l’utilisation d’agents sous couverture déposant des fleurs sur les lieux d’attentats terroristes, en passant, dans un cas, par l’envoi d’un groupe pop chanter des chansons anti-extrémistes dans des écoles musulmanes.

Cette unité de 22 personnes a été créée en 2007 par feu Charles Farr, ancien officier du MI6, dans le cadre de la stratégie antiterroriste **Prevent**.

Inspirée de l’**Information Research Department** – IRD –, une unité de propagande créée par le gouvernement Attlee en 1948 pour salir les communistes et d’autres opposants politiques, la RICU opère depuis le siège du **Home Office**, le ministère britannique de l’Intérieur, à Westminster.

Si son objectif initial était de surveiller et de combattre la diffusion de la propagande d’Al-Qaïda et de contrôler le langage employé par les responsables publics pour parler du terrorisme, ses tentacules s’étendent désormais à travers Whitehall, au point que ses critiques estiment qu’elle risque d’étouffer la liberté d’expression.

Lorsque les foules sont descendues dans les rues d’Irlande du Nord la semaine dernière après l’attaque au couteau contre

Stephen Ogilvie, dont Hadi Alodid, un demandeur d'asile soudanais de 30 ans, est l'auteur présumé, la RICU est entrée en action pour conseiller la police de la province sur la manière de « contrôler le récit ».

Des véhicules de police ont déployé des canons à eau à Belfast le 10 juin, après que les rues se sont embrasées lors de manifestations anti-immigration à la suite d'une attaque au couteau survenue le 8 juin.

Les émeutes de Belfast ont éclaté après l'attaque au couteau contre Stephen Ogilvie, dont Hadi Alodid, demandeur d'asile soudanais de 30 ans, est l'auteur présumé.

Une source a déclaré : « Ils travaillent avec l'unité de renseignement C3 du Police Service of Northern Ireland pour identifier ceux qui publient en ligne des "appels à manifester" à Belfast et dans d'autres zones, tout en fournissant à la police des messages stratégiques afin de s'assurer que les manifestants soient présentés comme des voyous antipathiques plutôt que comme des militants, et pour produire un changement de comportement. »

La source a également affirmé que l'unité avait conseillé la police de Southampton après le meurtre horrible de Henry Nowak par Vickrum Digwa – qui avait faussement affirmé avoir subi des insultes racistes et avoir agi en légitime défense – en déclarant : « La RICU s'est assurée que l'équipe de liaison chargée de la famille était bien briefée. »

Il a également été affirmé que l'unité intervient pour rédiger les déclarations des familles de victimes d'incidents potentiellement liés à des questions raciales, afin d'éviter que leurs propos n'attisent davantage les tensions.

La source a déclaré : « On voit leurs empreintes partout dans les déclarations publiées par les familles de victimes dans ces situations explosives – elles ont généralement le même ton. »

Cependant, de nombreux initiés de Whitehall considèrent que la RICU est « hors de contrôle », notamment après avoir apposé son nom l'an dernier à une recommandation du Home Office selon laquelle la police devrait enregistrer davantage de « non-crime hate incidents » – des faits controversés, situés sous le seuil pénal, utilisés pour dissuader les gens de faire référence à des questions de race, de religion, d'orientation sexuelle ou de handicap.

Les ministres ont finalement cédé à la pression en supprimant ces mesures, demandant à la police de cesser d'enregistrer les querelles ordinaires et les disputes en ligne.

L'unité a également affirmé que l'importance des gangs de proxénétisme sexuel dans les communautés pakistanaises était exploitée par l'extrême droite pour attiser la haine contre les communautés musulmanes.

Elle a une longue histoire de « fabrication clandestine », selon les mots d'un expert, « des pensées des gens » en période de crise, se mettant rapidement en action après des attentats terroristes comme ceux de London Bridge en 2017. Huit personnes sont mortes lorsqu'une camionnette a foncé sur des piétons sur London Bridge, avant que ses trois occupants ne se rendent dans un marché voisin et ne commencent à poignarder des passants.

Henry Nowak a été interpellé par la police après avoir été poignardé par son agresseur, provoquant l'indignation dans tout le pays. Il est mort de ses blessures.

Vickrum Digwa a été condamné à la prison à vie pour le meurtre de Henry Nowak.

Dans l'immédiat après-attentat, des agents sous couverture de la RICU ont distribué des fleurs dans le secteur, dans le but d'entretenir une atmosphère de « deuil » plutôt que de « colère » anti-musulmane.

Une équipe à bord d'une camionnette banalisée aurait également sillonné le quartier pour coller sur les murs des affiches portant des hashtags comme **#TurnToLove**, **#ForLondon** et **#LoveWillWin**.

De même, après la décapitation par l'État islamique en Syrie du travailleur humanitaire britannique Alan Henning en 2014, la RICU a utilisé une « opération écran » spécialement créée pour placer dans les médias l'image d'une femme portant un hijab aux couleurs de l'Union Jack.

Et, dans un cas particulièrement étrange, l'unité a secrètement financé en 2016 un boys band chargé de faire une tournée dans des quartiers musulmans de Grande-Bretagne pour chanter des chansons à thème anti-radicalisation. Le trio pop anglo-américain, connu sous le nom de **Mr Meanor**, s'est rendu dans des écoles de Sheffield, Manchester et Runcorn.

Parmi elles figurait la **Parrs Wood High School** de Manchester, où il avait été révélé qu'un ancien élève était parti en Syrie.

Parmi les chansons interprétées par le groupe figurait **Think About It**, qui fait référence aux attentats du 11-Septembre à New York en 2001 et aux attentats du 7-Juillet à Londres en 2005.

La chanson contient les paroles suivantes : « See these hashtags all night, Turn the TV on and something else ain't right, More people gone don't know how we sleep at night. What I'm hoping is we can lead a precious life, 9/11 changes how we view these things, People want to terrorise, And 7/7 left behind more broken lives right before our eyes. »

En juin 2017, Darren Osborne, récemment converti à l'idéologie d'extrême droite, a lancé une camionnette blanche sur une foule de piétons près de la mosquée de Finsbury Park, dans le nord de Londres, tuant une personne et en blessant dix. Des informations publiées à l'époque indiquaient qu'Osborne avait

été maîtrisé et frappé par des personnes présentes sur les lieux, jusqu'à ce qu'un imam leur demande d'arrêter.

Il est apparu par la suite que les informations sur cet imam pacificateur provenaient de journalistes approchés près du cordon de police par une femme prénommée « Gabbie », qui disait travailler pour une société appelée **Horizon PR** et proposait de les mettre en contact avec une tierce personne soulignant auprès des journalistes le rôle joué par l'imam de la mosquée dans la protection d'Osborne jusqu'à sa remise à la police.

L'histoire était l'œuvre d'une agence appelée **Breakthrough Media**, financée par la RICU.

Les empreintes de l'unité se retrouvaient aussi partout dans le hashtag **#WeStandTogether**, apparu ensuite sur Twitter et partagé par des responsables politiques de premier plan, des chefs de police et les pompiers de Londres.

La RICU utilise fréquemment les réseaux sociaux de cette manière pour infiltrer les conversations en ligne dans des « communautés cibles ».

Cependant, selon Sir William Shawcross, qui a publié une revue de Prevent en 2023, l'unité semble plus désireuse de cibler l'extrême droite que les islamistes radicaux.

Sir William a écrit : « Le seuil retenu par la RICU pour inclure des éléments relatifs à l'islamisme semble relativement élevé, tandis que le seuil retenu pour ce qui relève de l'extrême droite est comparativement bas. »

Pour illustrer son propos, en 2023, l'unité a identifié des habitudes de visionnage qui, selon elle, pourraient indiquer qu'une personne est susceptible d'adhérer à des idées d'extrême droite. Ces programmes comprenaient **Great British Railway Journeys** de Michael Portillo, **The Thick Of It** et **Yes Minister**, tous diffusés sur la BBC. Des œuvres de Shakespeare,

Chaucer et Milton étaient décrites comme des « textes clés » présentant un intérêt pour les « nationalistes/suprémacistes blancs ».

Michael Portillo, ancien ministre conservateur, a réagi au rapport divulgué en déclarant : « Pourquoi les hauts fonctionnaires, au moins, n'essaient-ils pas d'arrêter ce genre de choses avant qu'elles ne sortent et n'embarrassent les ministres du gouvernement ? »

L'expert en sécurité, le professeur Anthony Glees, a répondu : « L'unité qui a produit ce rapport s'appelle la RICU.

« Elle est basée au Home Office, mais elle se situe dans cette zone floue entre ce que fait le Home Office et ce que le service de sécurité MI5 devrait faire. Ou ce que faisait autrefois la Special Branch avant d'être transformée en force de police antiterroriste. »

L'unité a également cité des travaux des journalistes du *Spectator* Rod Liddle et Douglas Murray comme contribuant à des « opinions négatives sur l'islam et les musulmans dans les pages de publications grand public ».

Elle a aussi cité un livre sur les gangs de viol de Rotherham et des travaux du journaliste du *Mail on Sunday* Peter Hitchens. Un document de la RICU datant de 2019 décrivait l'ancien ministre Sir Jacob Rees-Mogg comme faisant partie des personnalités « associées à des publics sympathisants de l'extrême droite et du Brexit ».

Sir Jacob a accusé la RICU de « gaspiller ses efforts sur des élus, détournant scandaleusement des ressources des malfaiteurs ».

Lorsque Dan Jarvis, ministre de la Défense – alors ministre de la Sécurité –, a été interrogé l'an dernier sur l'unité et sur son affirmation selon laquelle le scandale des gangs de proxénétisme était exploité par l'extrême droite, il a déclaré

: « De nombreux documents sont produits dans l’ensemble du gouvernement ; ils ne sont pas mis en œuvre et ne constituent pas une politique gouvernementale. »

Un porte-parole du Home Office a déclaré : « La RICU fournit des analyses sur l’usage de la propagande par les extrémistes et l’exploitation d’internet afin d’éclairer le système antiterroriste du Royaume-Uni. Nous ne pouvons pas commenter ses opérations. »

Daily Mail

> *Royaume-Uni/ Wokisme : selon l’organisme d’État contre la radicalisation terroriste, lire 1984, Aldous Huxley, J.R.R. Tolkien, ou des penseurs classiques britanniques, seraient des signaux d’alerte*